

Mardi (matin) 26 janvier 2016

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie**20 2015.RRGR.1107 Motion 280-2015 Flück (Brienz, PLR)
Itinéraires de randonnée à vélo et en VTT: égalité de traitement**

N° de l'intervention: 280-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.11.2015
Déposée par: Flück (Brienz, PLR) (porte-parole)
von Känel (La Lenk, UDC)
Keller (Hinterkappelen, Les Verts)
Cosignataires: 7
Urgence: accordée le 19.11.2015
N° d'ACE: 1489/2015 du 9 décembre 2015
Direction: TTE

Itinéraires de randonnée à vélo et en VTT: égalité de traitement

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Assurer la coordination des itinéraires régionaux et nationaux de randonnée à vélo, en VTT et en rollers de SuisseMobile dans le canton de Berne.
2. Prendre en charge l'entretien de la signalisation de ces itinéraires dans le canton de Berne.
3. Faire en sorte que les intérêts de la mobilité à vélo, en VTT et à pied soient également défendus au sein du Centre de prestations Mobilité douce. Elaborer des mémentos sur la base du document « Coexistence entre randonnée pédestre et vélos » / VTT (Position commune Suisse Rando – bpa – Swiss Cycling – SuisseMobile – Club Alpin Suisse CAS – Suisse Tourisme, janvier 2015).
4. Procéder aux adaptations nécessaires du Plan sectoriel pour le trafic cycliste et/ou du Plan sectoriel du réseau des itinéraires de randonnée pédestre ou éventuellement remplacer ces documents par un autre outil de planification cantonal adapté.

Développement :

- Le VTT est un sport de loisir mais aussi, dans le canton touristique qu'est Berne, une offre toujours plus importante devant être considérée comme une plus-value complémentaire à l'offre classique de randonnées.
- Le canton assure actuellement la coordination des itinéraires régionaux et nationaux de randonnée à vélo de SuisseMobile et l'entretien de la signalisation. S'agissant des itinéraires en VTT et en rollers, il n'y a pas de solution homogène, puisque la coordination et l'entretien sont assurés soit par les conférences régionales ou les régions d'aménagement, soit par les communes. Ce qui pose régulièrement des problèmes de délimitation de compétences pour la planification des itinéraires et l'entretien du balisage.
La planification, l'aménagement, la gestion et l'entretien des itinéraires en VTT sont largement l'apanage des communes, comme pour les itinéraires à vélo et les itinéraires de randonnée.
- Compte tenu de la place qu'a prise aujourd'hui le VTT, le Centre de prestations Mobilité douce devrait en défendre les intérêts au même titre que ceux de la randonnée pédestre et placer vélo, VTT et randonnée pédestre sur un pied d'égalité.

Avantages :

- Les cyclistes, les adeptes du VTT et ceux de la randonnée pédestre sont placés sur un pied d'égalité dans la législation.
- Le canton suit ainsi l'exemple de la plupart des cantons.
- La coordination, l'attribution des mandats de balisage, le contrôle et l'entretien de la signalisation sont plus simples et plus efficaces.

- Les itinéraires de randonnée à VTT sont considérablement améliorés dans le canton de Berne.
- Le VTT, qui, aujourd'hui déjà, occupe une place importante aux côtés de l'offre touristique classique l'été et en moyenne saison et va occuper à l'avenir une place plus grande encore, est reconnu à sa juste valeur.
- La plus-value créée par les adeptes du VTT est relativement élevée.

Répercussions financières :

Le coût annuel de la coordination et de la signalisation des itinéraires nationaux et régionaux de randonnée en VTT (342 et 124 km respectivement) ainsi que des itinéraires nationaux et régionaux de randonnée en rollers (83 km) se monte provisoirement à 50 000 francs environ (549 km en tout, plus la main d'œuvre).

Les tâches supplémentaires induites au Centre de prestations Mobilité douce pour la mise sur pied d'égalité du vélo et du VTT sont raisonnables et devraient pouvoir être accomplies par les effectifs actuels.

Réponse du Conseil-exécutif

Cette demande a déjà été formulée dans le cadre de la procédure de participation relative au plan sectoriel pour le trafic cycliste. Le Conseil-exécutif a adopté celui-ci le 3 décembre 2014, et, pour les raisons ci-après, a opté contre l'égalité de traitement entre les itinéraires de VTT et de rollers et les itinéraires cyclables.

- Les itinéraires de VTT et de rollers ne sont pas des itinéraires cyclables assurant une fonction de réseau cantonal au sens de la loi sur les routes. La planification, l'aménagement et l'exploitation de ce type d'itinéraires de loisirs relèvent de la responsabilité des communes, la planification devant être coordonnée par les régions lorsque plusieurs communes sont impliquées. En traitant les itinéraires de VTT et de rollers à égalité avec les itinéraires cyclables, le canton assumerait donc de nouvelles tâches, qui ne font actuellement pas partie du service public cantonal.
- Le Conseil-exécutif a pris la décision de principe de rejeter systématiquement les motions déléguant au canton de nouvelles tâches ayant des incidences financières. Selon l'Office des ponts et chaussées, l'adoption de la présente motion entraînerait les frais supplémentaires suivants :
 - 150 000 francs (dépense unique) : Evaluation, optimisation, coordination et intégration des itinéraires régionaux et nationaux de VTT et de rollers dans le plan sectoriel cantonal
 - 50 000 francs (dépense unique) : Frais initiaux pour la signalisation des itinéraires de VTT et de rollers
 - 10 000 francs par an : Déplacements de contrôle de la signalisation et matériel de signalisation
 - 50 000 francs par an : Subventions cantonales pour les investissements des communes

L'Office des ponts et chaussées estime de plus que cette nouvelle tâche entraînerait un besoin en personnel supplémentaire à hauteur d'au moins 35 pour cent de poste.

1. Les consignes cantonales relatives aux conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU) de deuxième génération actuellement en cours d'élaboration invitent les régions à prendre en charge les questions relatives au VTT et aux rollers, notamment (voir le guide de la TTE et de la JCE du 21 février 2014, « Consignes cantonales relatives aux CRTU de 2^e génération », disponible en allemand, page 34). Le Conseil-exécutif n'a pas modifié sa position à cet égard.
2. Les itinéraires de VTT et de rollers doivent être définis dans un plan directeur communal ou régional qui régleme également l'entretien de la signalisation. Cela est de la compétence des organes responsables, c'est-à-dire des régions, des communes ou des organisations touristiques, en étroite collaboration avec SuisseMobile. Il ne s'agit pas d'une tâche cantonale.
3. Il convient de tenir compte autant que possible des exigences légitimes de tous les utilisateurs, du tourisme, de l'aménagement du territoire ainsi que de la protection de la forêt, de la nature et de la faune sauvage, sans cependant devoir construire des réseaux d'itinéraires parallèles. La coexistence entre les randonneurs et les vététistes est ainsi importante, et elle a été intégrée dans le mandat de prestations existant avec les Chemins pédestres bernois. Cette association assure un service de coordination en la matière et offre aux communes et aux régions des conseils détaillés en ce qui concerne la planification d'itinéraires de VTT. Au moyen de guides et

d'aides à l'exécution, il est possible de soutenir le tourisme sur le long terme, d'éviter des conflits et de réaliser des économies, sans porter atteinte aux intérêts dignes de protection. Les guides et notices réalisés par les différents offices cantonaux doivent être coordonnés et réunis. Le Conseil-exécutif est donc disposé à adopter le point 3.

4. Les conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU) ou les plans directeurs régionaux constituent des instruments appropriés pour la planification régionale. Une planification au niveau du canton contreviendrait aux principes du fédéralisme et ne serait pas adaptée. La planification sectorielle est par ailleurs de la compétence du Conseil-exécutif. Par rapport à cette demande, la motion a donc uniquement valeur de directive.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: rejet

Point 2: rejet

Point 3: adoption

Point 4: rejet

Le président. Ich begrüsse Sie zum heutigen Sitzungstag. Es liegt nicht mehr so viel Schnee auf den Strassen, der die vielen Verspätungen erklären könnte. Ich hoffe, dass inzwischen genügend Personen anwesend sind, sodass wir die Sitzung pünktlich beginnen können. Wir fahren nun weiter mit den Geschäften der BVE. Anschliessend werden wir zum Jura-Geschäft übergehen und dann die Geschäfte der GEF behandeln. Danach werden wir zu den Geschäften der VOL übergehen, und nicht zu jenen der ERZ. Wir kommen nun zur Motion Flück «Gleichbehandlung von Velo- und Mountainbike-Routen im Kanton Bern». Grossrat Flück hat Ziffer 4 dieser Motion zurückgezogen. Der Regierungsrat lehnt die Ziffern 1 und 2 ab und ist bereit, die Ziffer 3 anzunehmen. Wir führen eine freie Debatte. Der Motionär hat das Wort.

Peter Flück, Interlaken (PLR). Ich erlaube mir, gleich zu Beginn meine Interessenbindung offenzulegen: Ich bin kein Biker, sondern begeisterter Wanderer und Mitglied der «Berner Wanderwege». Im Auftrag der FDP bin ich auch Mitglied des Beirats dieser Organisation. (*Le président agite sa cloche.*) Auch ich bin stolz auf das bernische Wanderwegnetz und denke, dass wir dazu Sorge tragen müssen. Das Wanderwegnetz wird von den Gemeinden und vom Kanton in Zusammenarbeit mit den «Berner Wanderwegen» unterhalten und signalisiert. Warum nun diese Motion? Wie wir dargelegt haben, sind das Mountainbiken und Skaten zunehmend wichtige touristische Angebote in allen Regionen unseres Kantons. Sie beschränken sich nicht, wie man vielleicht denken könnte, ausschliesslich auf den Berner Jura oder das Berner Oberland. Diese Sportarten spielen auch in Agglomerationen wie zum Beispiel Bern und Biel eine wichtige Rolle. Ihre Routen gehören ebenso zum touristischen Angebot wie die Velorouten und die Wanderwege. Heute übernimmt der Kanton die Koordination und den Unterhalt der Signalisation für die regionalen Velorouten, die zum Netz von «SchweizMobil» gehören. Für die nationalen und regionalen Mountainbike- und Skatingrouten sind die Koordination und der Unterhalt der Signalisation jedoch nicht einheitlich geregelt. Diese Aufgaben werden je nach dem von Regionalkonferenzen, von Planungsregionen oder von einzelnen Gemeinden übernommen. Dadurch ergeben sich immer wieder Zuständigkeitsprobleme, sowohl bei der Routenplanung wie auch beim Signalisationsunterhalt. Dies möchten wir mit den Punkten 1 und 2 der Motion korrigieren.

Bei Punkt 1 geht es um die Koordination. Der Kanton soll diese Aufgabe in Zukunft auch für die Mountainbike-Routen übernehmen. Bei Punkt 2 geht es um den Unterhalt der Signalisation in demselben Umfang, wie es bis jetzt bei den Wanderwegen und den Velorouten der Fall ist. Die Planung, der Bau und der Wegunterhalt der Mountainbike-Routen gehören nach wie vor in den Zuständigkeitsbereich der Gemeinden. Dies soll so bleiben und ist auch bei den Velorouten und Wanderwegen der Fall. Vor diesem Hintergrund stelle ich die Kosten, welche die Regierung in ihrer Antwort angegeben hat, schon ein wenig in Frage. Ich denke, wir liegen mit unserer Kostenschätzung näher an der Realität. Für ein gutes Funktionieren braucht es eine neutrale Koordination. Damit sind wir bei Punkt 3 der Motion angelangt. Die Regierung will diesen Punkt des Vorstosses auch als Motion annehmen und will damit allen Nutzern Rechnung tragen. Darum frage ich mich, warum man die Punkte 1 und 2 nicht als Motion annehmen will. Auch bei diesen Punkten geht es darum, dass man alle Nutzer gleich behandelt. Die Regierung verweist in der Antwort auf Punkt 3 darauf, dass die Aufgabe der Koordination an die Koordinationsstelle der «Berner

Wanderwege» delegiert wurde. Wir bitten sehr darum, dies zu überprüfen und zu überdenken. Die bereits bestehende kantonale Fachstelle Langsamverkehr soll diese Aufgabe als neutrale Stelle übernehmen, und nicht die «Berner Wanderwege»! Diese sind doch nicht neutral! Das kommt auch in ihrer Stellungnahme zu unserer Motion zum Ausdruck. Darin sagen sie zum Beispiel, eine Koexistenz sei nur auf Wanderwegen möglich, die mindestens zwei Meter breit seien. Wenn ich das lese, frage ich mich, was wir da noch für die Mountainbiker tun sollen. Haben Sie sich schon überlegt, was dies für die einzelnen Gemeinden bedeutet, wenn man parallel zu den Wanderwegen, die unter zwei Meter breit sind, zusätzlich Mountainbike-Routen bauen muss? Das würde einiges kosten, obwohl eine Koexistenz auch auf schmalere Wege durchaus möglich wäre. Das Mountainbiken können wir nicht einfach ausser Acht lassen, dieses Angebot besteht und wird intensiv genutzt.

Es geht uns mit dieser Motion nicht darum, etwas Überrasessenes zu fordern, sondern darum, ein geordnetes Nebeneinander von Mountainbikern, Skatern, Velofahrern und Wanderern zu ermöglichen. Dies soll doch auch im Kanton Bern möglich sein. Als Wanderer bin ich sehr viel im Kanton Tessin und im Bündnerland unterwegs. Dort geht das auch. Ich bin zuversichtlich, dass wir dies auch im Kanton Bern hinbekommen werden.

Christian von Känel, La Lenk (UDC). Der Sommertourismus wird in den Bergregionen immer schwieriger. Deshalb müssen wir neue Angebote kreieren. Wir sind grundsätzlich nicht gegen die Wanderer, das Wandern hat für uns nach wie vor grosses Potenzial. Aber auch das Mountainbiken wird bei uns eine Zukunft haben. Ich bin davon überzeugt, dass auch das Wandern von der Koordination der Bike-Routen profitieren könnte. Dies ist ein sehr wichtiger Bereich. Wir erwarten vom Kanton die gleiche Behandlung des Angebots für Biker und Skater, wie sie dem Veloroutennetz von SchweizMobil zuteil wird. Die Förderung dieser Sportarten betrifft nicht nur das Berner Oberland. Vielmehr kann der ganze Kanton davon profitieren. Deshalb hoffe ich, dass Sie unsere Motion unterstützen.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Wir wissen alle, dass der frei zugängliche Lebensraum in der Schweiz immer kleiner wird, während gleichzeitig die Freizeitaktivitäten immer wichtiger werden. Vor diesem Hintergrund hat das Anliegen der Motion Flück eine gewisse Berechtigung. Trotzdem könnten wir diesen Vorstoss als Ganzes nicht als Motion unterstützen. Ein wichtiger Grund sind die unklaren Kostenfolgen. Zudem handelt es sich zum Teil auch um regionale Aufgaben. Wir können jedoch unterstützen, dass sich die Beteiligten zusammensetzen und die Koordination verbessert wird. Die BDP-Fraktion ist deshalb bereit, die Punkte 1 und 2 des Vorstosses als Postulat zu überweisen. Punkt 3 ginge bei uns mehrheitlich sogar als Motion durch. Eine Minderheit lehnt den ganzen Vorstoss ab, weil es recht schwierig ist, insbesondere die Biker an den Verhandlungstisch zu bringen. Diese sind schlecht organisiert und betrachten sich zuweilen immer noch als die «freien jungen Wilden».

Niklaus Gfeller, Worb (PEV). Die EVP ist grundsätzlich zurückhaltend, wenn es darum geht, dem Kanton weitere Aufgaben zuzuweisen und den kantonalen Service public weiter auszubauen. Es lohnt sich aus unserer Sicht, diesbezügliche Anliegen sehr kritisch zu überprüfen. Zum vorliegenden Vorstoss: Im Gegensatz zu den Velorouten, die auch als Arbeitsweg dienen können, gehören Mountainbike- und Skatingrouten aus unserer Sicht zum Freizeitangebot. Auch wenn es unbestritten ist, dass sie für das Freizeitangebot und den Tourismus im Kanton Bern eine wesentliche Rolle spielen, sehen wir hier keine neue Aufgabe für den Kanton. Für uns ist unbestritten, dass die Planung, der Bau und der Betrieb von Mountainbike- und Skatingrouten zu den kommunalen Aufgaben gehören. Wenn mehrere Gemeinden beteiligt sind, muss man sich auf regionaler Ebene koordinieren. Für uns sind die RGSK das richtige Instrument, um solche Routen zu planen. Wir werden aus all diesen Gründen die ersten beiden Punkte der Motion ablehnen, so wie dies der Regierungsrat beantragt. Die Interessenabwägung aller Nutzer dieser Routen ist jedoch aus unserer Sicht richtigerweise beim Kanton angegliedert. Es macht tatsächlich keinen Sinn, wenn solche Auseinandersetzungen auf der Ebene der einzelnen Gemeinden oder Regionen geführt werden. Offensichtlich wurden in dieser Hinsicht durch den Kanton und die «Berner Wanderwege» bereits gewisse Arbeiten geleistet. Wir werden somit der Überweisung des dritten Punktes dieser Motion zustimmen.

Marianne Dumermuth, Thoune (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat gewisse Sympathien für dieses Anliegen. Wir können den Punkten 1 und 2 als Postulat mehrheitlich zustimmen. Punkt 3 stimmen wir als Motion zu, so wie es auch der Regierungsrat vorschlägt. Warum haben wir Sympathien für dieses Anliegen? Uns scheint, dass das Biken zu einem weit verbreiteten, gesunden Volkssport geworden ist. Diese Sportart ist umweltverträglich und kommt mit einer relativ bescheidenen Infrastruktur und einem geringen Materialaufwand aus. Der Vorstoss kommt aus dem Oberland, doch er betrifft den ganzen Kanton Bern. Gerade in schneearmen Regionen ist dieser Sport eine gute Alternative. Wenn der Schnee ausbleibt, wie dies etwa vor Weihnachten der Fall war, ist es sicher sinnvoll, den Gästen auch so etwas anzubieten. Es scheint uns hingegen wenig sinnvoll, mehrere Wegnetze nebeneinander zu betreiben. Ein Zusammengehen sollte möglich sein. Wir möchten dieses Anliegen als Postulat überweisen, weil doch noch einige Unklarheiten bestehen, zum Beispiel in Bezug auf die Kosten. Hier könnte es Missverständnisse geben.

Zu Punkt 1: Hier werden vom Regierungsrat 150 000 Franken veranschlagt. Für uns steht diese Zahl jedoch nicht fest, denn der Kanton sollte ja nur die Koordination sicherstellen. Die Planung obliegt weiterhin den Regionen. Dazu haben die Regionen auch gute Planungsinstrumente. Zu Punkt 2: Der Kanton soll die Signalisation übernehmen. Hier wissen wir nicht so genau, welche Aufgaben dies beinhaltet. Aber dass man diese Aufgaben für die grossen Netze übernimmt, könnten wir als Postulat unterstützen. Zu Punkt 3 gibt es nicht viel zu sagen. Ich halte fest, dass der Regierungsrat diese Sache gleich sieht wie der Motionär. Deshalb können wir Punkt 3 als Motion unterstützen.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Ich bin eigentlich Mitmotionärin, doch nun spreche ich für die grüne Fraktion. Wir haben diese Motion ausführlich besprochen und haben viele Argumente aus den flachen, den hügeligen und den gebirgigen Teilen unseres Kantons angehört. Ein Punkt erscheint mir sehr wichtig: Ich war am Wochenende im Diemtigtal. Es ist verrückt, wie wenig Schnee wir diesen Winter haben. Die Piste ist teilweise braun, man kann lediglich auf schmalen weissen Streifen Ski fahren. Es ist klar, dass sich das Klima verändert und sich damit auch die Möglichkeiten des Tourismus im Oberland wandeln. Wenn das Oberland weiterhin für den Tourismus attraktiv sein will, muss es seine Angebote stärker auf den Sommer und auf die Übergangs-Jahreszeiten ausrichten. Das Biken spielt eine wichtige Rolle, um die Leute davon zu überzeugen, weiterhin im Oberland Ferien zu machen und sich dabei sportlich zu betätigen. Die grüne Fraktion würde der Motion nur in Punkt 3 zustimmen. Die Punkte 1 und 2 würde sie als Postulat annehmen. Auch wir erachten die prognostizierten Kosten als deutlich zu hoch. Es geht ja nicht um eine neue kantonale Zuständigkeit bei der Planung, und es geht auch nicht um neue Routen, sondern es geht vor allem um die Koordination. Deshalb sind wir skeptisch, ob die angegebenen Zahlen tatsächlich realistisch sind. Wir sind auch der Meinung, dass die Mountainbike-Routen keine Netzfunktion haben, im Gegensatz zu den Velorouten. Die Velorouten braucht man auch für den Berufsverkehr, was bei den Bike-Routen sicher nie der Fall sein wird. Deshalb steht die grüne Fraktion der Gleichstellung von Velo- und Mountainbikerouten skeptisch gegenüber. Wir wären, wie gesagt, wirklich dankbar, wenn die Punkte 1 und 2 in ein Postulat umgewandelt würden. Punkt 3 nehmen wir selbstverständlich als Motion an.

Willy Marti, Kallnach (UDC). Dem Titel des Vorstosses können wir in der SVP-Fraktion zwar gewisse Sympathien entgegenbringen. Aber wenn wir genau hinschauen, sehen wir einen ganzen Strauss von Forderungen. Diese sehen zwar bescheiden aus, doch es sind Forderungen, die mit grosser Wahrscheinlichkeit zu zusätzlichen Aufgaben und Belastungen für den Kanton führen würden. Es sind Aufgaben, die auch wir mehrheitlich den interessierten Trägern, also den Gemeinden, Regionen und Tourismus-Organisationen, zuweisen würden. Zu den Kosten: Wenn alle von den Motionären geforderten Punkte erfüllt werden sollen, habe ich den Eindruck, dass die Kosten mindestens so hoch wären wie von der Regierung veranschlagt. In der Antwort des Regierungsrats zu Punkt 3 liest man, dass die wichtige Koexistenz der Biker und Wanderer in einen Leistungsvertrag mit den «Berner Wanderwegen» aufgenommen wurde. Diese führen eine Koordinationsstelle und bieten Beratungen an. Es sollen Arbeitshilfen und Merkblätter von verschiedenen Ämtern zusammengeführt werden. Damit haben wir doch schon das, was wir brauchen. Wir unterstützen Punkt 3 geschlossen als Motion. Die ersten beiden Punkte lehnen wir als Motion ab. Als Postulat würden wir ihnen hingegen zustimmen.

Nathan Güntensberger, Biel/Bienne (pvl). Es wurde schon viel gesagt, ich möchte jetzt nicht alles wiederholen. Doch ich muss sagen, dass ich diese Motion am Anfang nicht ganz begriffen habe. Ich musste mich zuerst bei Bern Tourismus informieren, um zu verstehen, worum es genau geht. Für die glp-Fraktion gehören Mountainbiken und Skaten nicht zum Langsamverkehr, sondern zum Bereich Freizeitvergnügen und Sport. Somit sind sie eigentlich nicht gleich zu behandeln wie das Velofahren oder das Wandern. Wie der Regierungsrat möchten auch die Grünliberalen dem Kanton nicht wieder neue Aufgaben zuschanzen. Wir glauben allerdings auch, dass der Regierungsrat diese Motion sehr offensiv interpretiert hat. Eine Neusignalisation müsste beispielsweise nicht gemacht werden. Deshalb werden die Kosten kaum so hoch liegen wie angegeben. Die Grünliberalen werden dem Regierungsrat folgen und Punkt 3 als Motion annehmen, die Punkte 1 und 2 jedoch ablehnen. Als Postulat hingegen würden die meisten Fraktionsmitglieder die Punkte 1 und 2 unterstützen.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Die FDP hat Verständnis für das Anliegen der Motionäre, nicht zuletzt, weil sich das Mountainbiken zunehmender Beliebtheit erfreut und touristisch von grosser Bedeutung ist. Biker und Wanderer kommen einander tatsächlich auf gewissen Strecken in die Quere. Deshalb sehen wir, dass eine gute Koordination notwendig ist. Mit entsprechender Signalisation, aber auch mit gewissen Korrekturen der Streckenverläufe könnte man bewerkstelligen, dass die beiden Gruppen aneinander vorbeikommen. Die aufgeführten Kosten erscheinen auch uns etwas hoch. Die Mehrheit der FDP unterstützt diese Motion und würde die einzelnen Punkte auch als Postulat annehmen. Ich hoffe, dass dies auch hier im Plenum so gemacht werden wird.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). In der EDU-Fraktion sieht es ähnlich aus wie bei meinen Vorrednern. Ich könnte mich insbesondere fast vollumfänglich dem BDP-Sprecher anschliessen. Auch bei uns gab der Vorstoss zu reden. Was die Kosten betrifft, gewannen wir den Eindruck, dass der Regierungsrat und die Motionäre nicht ganz vom Selben sprechen. Wir finden es wichtig, dass eine gute Koordination stattfindet. Wir würden die Punkte 1 und 2 als Postulat überweisen, und Punkt 3 als Motion. Zum Schluss eine persönliche Bemerkung: Ich bin oft in den Bergen und bin auch Mitglied der «Berner Wanderwege», bin aber vor allem als Jogger und Biker unterwegs. Dabei stelle ich folgendes fest: Wenn die Köpfe aneinander vorbeikommen, schafft es der Rest meistens auch. (*Hilarité*)

Le président. Wir kommen zu den Einzelvoten.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Nun werden Sie von Seiten der SP-JUSO-PSA-Fraktion diametral entgegengesetzte Voten hören. Ich bin Mitunterzeichnerin dieser Motion und stehe voll hinter diesem Anliegen. Allerdings verstehe ich die Regierung in einem einzigen Punkt: Es ist ein Widerspruch, wenn wir die Regierung zuerst zu Tode sparen wollen, um ihr anschliessend zusätzliche Aufgaben zuzuweisen. Dieses Argument verstehe ich. Ich bin jedoch ziemlich sicher, dass die Kosten nicht so hoch wären, wie von der Regierung angenommen. Die Regierung übernimmt bereits jetzt den Unterhalt der Signalisation für die Wanderwege. Ich denke, dass dies für die Bike-Routen im selben Atemzug gehen würde, da die Biker auch dieselben Wege benutzen. Nun sage ich etwas Saloppes: Es gibt sowohl auf Seiten der Biker wie der Wanderer Idioten. Es gibt Biker, die rücksichtslos den Berg hinunterrasen und die Wanderer gefährden, und es gibt auch Wanderer, die sich furchtbar aufregen, wenn ein Biker an ihnen vorbeifährt. Es geht darum, respektvoll miteinander umzugehen. Dies hat auch mit der Signalisation zu tun. Es geht darum, dass man die Wege gemeinsam nutzen kann. Es wäre ein Unsinn, getrennte Wegnetze aufzubauen. Das wäre auch viel teurer. Im Ausland klappt das Miteinander zum Teil sehr gut, man kommt gut aneinander vorbei. Es ist eine Frage des gegenseitigen Respekts. Ich bitte Sie deshalb, alle Punkte als Motion anzunehmen.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Ich habe mit den «Berner Wanderwegen» Kontakt aufgenommen. Diese Organisation schlägt vor, die Motion abzulehnen. Dann möchte ich eine Interessenbindung bekannt geben: Ich bin Vorstandsmitglied bei «Fussverkehr Kanton Bern». Auch diese Organisation lehnt die vorliegende Motion ab. Die «Wanderwege» haben sich während Jahrzehnten die rechtlichen Grundlagen für die Unterstützung durch den Staat erkämpft. Ich erwähne den Wanderweg-Artikel, der in der Verfassung steht. Dieser geht auf eine Initiative zurück. Die

Forderung, dass nun einfach Mountainbike-Routen gleich behandelt werden sollen wie die Wanderwege, stellt demgegenüber einen einfacheren Weg dar: Man muss einfach eine Motion überweisen, und fertig. Das ist nun doch etwas zu einfach. Die Mountainbiker haben sich ein wenig verfahren und sind auf dem Trittbrett gelandet. Zwischen Wanderwegen und Mountainbike-Routen gibt es wesentliche Unterschiede. Bei den Wanderwegen gibt es ein gesamtschweizerisches Netz, während die Mountainbike-Routen vor allem lokal vorhanden sind. Das Mountainbiken ist ein Tourismusangebot. Man kann schon darüber diskutieren, ob man den Tourismus staatlich fördern soll. Wir haben hier zum Beispiel schon über die Schifffahrt diskutiert. Ich könnte mir vorstellen, auf unseren früheren Beschluss, keine Betriebsbeiträge mehr für die Schifffahrt zu entrichten, zurückzukommen. Man kann von staatlicher Seite allerhand Tourismusangebote unterstützen. Angesichts der finanziellen Lage, in der wir uns durch die ewige Steuersenkerei befinden, geht dies natürlich nicht. Die Fachstelle Langsamverkehr soll nun alles übernehmen, ohne entsprechend ausgebaut zu werden. Diese Fachstelle ist notorisch überlastet, und nun will man ihr zusätzliche Aufgaben übertragen, ohne eine personelle Aufstockung vorzunehmen. Die Folgen sind klar: Diese Zusatzaufgaben würden zu Lasten des Velo- und Fussverkehrs gehen. Hier will sich nun einfach eine neue Kraft in der Berner Verwaltung einnisten und die traditionellen Kräfte verdrängen. Ich möchte die Motionärinnen und Motionäre dazu animieren, den Vorstoss in ein Postulat umzuwandeln. Ich gebe zu, dass Regelungen nötig sind, doch dazu ist hier ein Postulat besser geeignet.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Die Motionäre wollen dem Kanton eine neue Aufgabe zuteilen. Sie begründen ihr Anliegen damit, dass die Signalisation der Mountainbike- und Skatingrouten im Kanton Bern zu wenig koordiniert und vereinheitlicht sei. Es wurde gesagt, dass es sich um eine wichtige Aufgabe handle, die nur einen geringen Mehraufwand mit sich brächte. Wie ich gehört habe, wissen auch einige der anwesenden Personen besser als wir, wieviel so etwas kostet. Ich gehöre sicher nicht zu denen, die etwas gegen sportliche und touristische Angebote haben. Ich treibe privat viel Sport und weiss auch, wie wichtig der Tourismus für unseren Kanton ist. Doch ich bin nicht Sportministerin, sondern bin für die öffentlichen Infrastrukturen zuständig. Ich frage mich, warum wir ausgerechnet die Mountainbiker und Skater mit einer Sonderregelung privilegieren sollen. Ich gehe immer noch davon aus, dass für die Beantwortung der Frage, für welche öffentlichen Infrastrukturen der Kanton zuständig sein soll, logische und nicht emotionale Argumente zählen. Unsere Regelungen müssen gerecht, ausgewogen und objektiv begründbar sein. Wir können nicht einfach situtativ aus dem Bauch heraus neue kantonale Aufgaben definieren, ohne dass diese logisch in ein Gesamtkonzept passen. Natürlich ist es so, dass die ausgewiesenen Mehrkosten für die neue Ausgabe nicht gewaltig wären. Aber Sie wissen es selbst: Kleinvieh macht auch Mist. Wenn wir jetzt damit anfangen, hier und dort mit neuen kantonalen Koordinationsaufgaben zu liebäugeln, weiss ich nicht, wo das enden wird. Es gibt ganz sicher noch weitere Sportarten, die man irgendwie fördern könnte. Der Regierungsrat möchte an den bisherigen Zuständigkeiten, wie sie im Strassengesetz geregelt sind, nichts ändern. Er ist davon überzeugt, dass die Mountainbike- und Skatingrouten weiterhin sehr gut durch die Regionen und Gemeinden in Richtplänen festgelegt und danach signalisiert werden können. Doch der Kanton stellt sein Know-how gerne zur Verfügung. Wir werden die bestehenden Merkblätter und Arbeitshilfen der verschiedenen kantonalen Stellen zum gleichen Thema besser aufeinander abstimmen und zusammenstellen, damit sie künftig noch gezielter genutzt werden können. In diesem Sinne bitte ich Sie, die Ziffern 1 und 2 dieser Motion abzulehnen, und Ziffer 3, bei der es darum geht, kantonale Vollzugs- und Arbeitshilfen zur Verfügung zu stellen, anzunehmen.

Peter Flück, Interlaken (PLR). Ich danke sehr für die umfassende Diskussion, die hier stattgefunden hat. Ich bin etwas erstaunt darüber, dass gesagt wurde, es handle sich um ein sportliches und touristisches Angebot. Es wurde so getan, als träfe dies auf das Wandern nicht genauso zu. Es geht uns nicht darum, ein Sonderprogramm für das Mountainbiken aufzubauen, sondern um eine Gleichstellung. Wenn wir nun auf kantonomer Ebene etwas tun wollen, um die «jungen Wilden» vielleicht etwas in den Griff zu bekommen, dann sollten wir das tun. Sehr viele neue Aufgaben müsste der Kanton dazu nicht übernehmen. Aber ich sehe, dass man von Seiten der Kolleginnen und Kollegen bereit ist, dieses Anliegen zumindest zu prüfen. Darüber bin ich sehr froh. Ich werde nun die Punkte 1 und 2 in ein Postulat umwandeln, halte aber bei Punkt 3 an der Motion fest. Ich möchte die Regierung zum Schluss noch um etwas bitten: Diese Koordination soll

nicht von den «Berner Wanderwegen» übernommen werden, sondern von einer neutralen Fachstelle. Wir übergeben die Alkoholprävention ja auch nicht an «GastroBern».

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. Sie haben es gehört: Die Ziffern 1 und 2 wurden in ein Postulat umgewandelt. Ich schlage vor, über diese beiden Ziffern gemeinsam abzustimmen. – Offenbar sind Sie damit einverstanden. Wer die Ziffern 1 und 2 als Postulat überweisen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1 et 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 126

Non 13

Abstentions 7

Le président. Sie haben die beiden Ziffern als Postulat angenommen. Wir kommen zur Abstimmung über die Ziffer 3 als Motion. Wer diese Ziffer annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 129

Non 13

Abstentions 5

Le président. Sie haben Ziffer 3 als Motion angenommen. Ziffer 4 wurde bereits vor der Debatte zurückgezogen. Damit ist dieses Geschäft bereinigt.